



COSTA RICA

Système Electoral

Inscription électorale : Automatique et vote obligatoire.

Président : élection au suffrage universel tous les 4 ans, le premier dimanche de février. Election au premier tour si le candidat obtient 40% des voix, sinon deuxième tour.

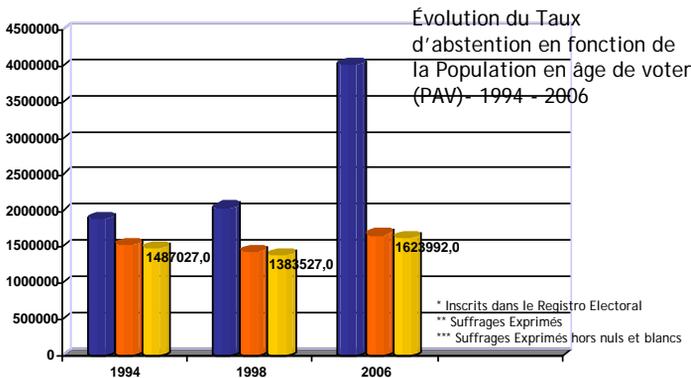
Députés : Une seule chambre. 57 députés représentent les 7 provinces du pays. Renouvellement total tous les 4 ans, en même temps que l'élection présidentielle et les responsables municipaux.

Gouverneurs : Au niveau administratif, le pays est divisé en sept provinces: Alajuela, Cartago, Guanacaste, Heredia, Limon, Puntarenas et San José. Les provinces sont dirigées par un gouverneur nommé par le président de la République.

Principaux partis Politiques

	Partido Accion Ciudadana (PAC - social démocrate)
	Partido Movimiento Libertario (PML - droite)
	Partido Union para el Cambio (UPC)
	Partido Union nacional (PUN - centre droite)
	Partido de Liberacion Nacional (PLN- social démocrate)
	Partido Unidad Social Cristiana (PUSC - démocrates chrétiens)

Taux d'abstention



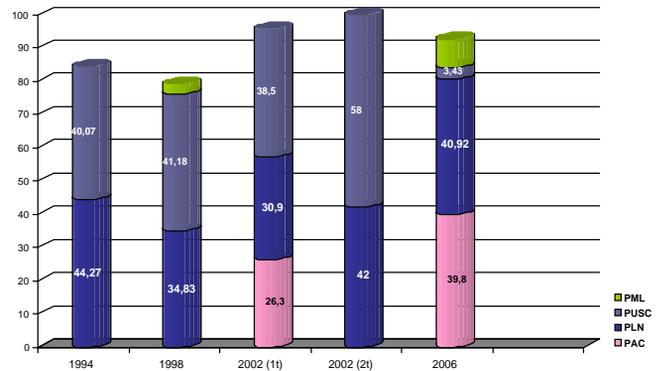
Élaboration Propre
(données www.tse.go.cr)

Élections présidentielles

Président	Coalition (Parti)	Période	Durée du mandat
José Maria Figueres Olsen	Partido de Liberacion Nacional (PLN)	1994-1998	4 ans
Miguel Angel Rodriguez Echeverria	Partido de Unidad Social Cristiana (PUSC)	1998-2002	4 ans
Abel Pacheco de la Espriella	Partido de Unidad Social Cristiana (PUSC)	2002-2006	4 ans
Oscar Arias Sanchez	Partido de Liberacion Nacional (PLN)	2006-	4 ans*

*Réforme qui permet le réélection d'un président

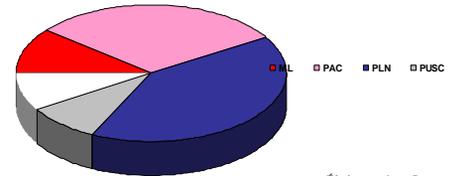
Élaboration Propre
(données www.tse.go.cr)



Historique des dernières élections présidentielles - Valeurs en %

Élections législatives

Assemblée 2006
Nombre de sièges



Élaboration Propre
(données www.tse.go.cr)

Chambre de députés 2006

Coalition	%	Elus
A. - Partido Accion Ciudadana (PAC)	29,8 %	17
B. - Partido de Liberacion Nacional (PLN)	40,35%	23
C. - Partido Unidad Social Cristiana (PUSC)	8,77%	5
D. - Partido Movimiento Libertario (PML)	10,52%	6
E. - Divers	8,77%	5



Retour au pouvoir d'Alfredo Arias

C'est le candidat social démocrate Oscar Arias qui a remporté les élections présidentielles de février 2006, après huit ans de règne du centre droit social-chrétien. Elles ont mis fin à plusieurs décennies d'un bipartisme dominé alternativement par les sociaux-démocrates du PLN et les sociaux-chrétiens du PUSC. L'arrestation sous l'accusation de corruption, en octobre 2004, des ex-présidents Miguel Angel Rodriguez (1998-2002) et Rafael Angel Calderon (1990-1994), tous deux sociaux-chrétiens, a été un facteur décisif de l'écroulement du PUSC. Cette élection, marquée par une forte abstention de 34,8%, s'est déroulée en parallèle à l'élection des 57 députés de l'Assemblée législative et des représentants des 81 municipalités des sept provinces du pays. 15 candidats présidentiels étaient inscrits, un record dans la démocratie costaricienne.

Oscar Arias, déjà président de la république Costaricienne de 1986 à 1990, est aussi le premier président d'Amérique Latine à avoir obtenu le prix Nobel de la Paix. Le Nobel lui a été décerné en 1987 pour avoir été le principal artisan des Accords de Paix d'Esquipulas qui ont mis fin aux conflits armés des années 80 en Amérique Centrale. Son nom a été confirmé comme candidat après qu'en 2005 une réforme constitutionnelle controversée le lui permette. Auparavant et ce depuis 1970, la réélection d'un président était interdite.

L'élection ne s'est cependant pas faite sans un scrutin extrêmement serré. Otton Solis, déjà candidat en 2002 où il était parvenu à rompre le bipartisme en devenant troisième force politique du pays, a continué au cours de la campagne 2006 son ascension vertigineuse. En août 2005, les sondages ne lui donnaient que 17% pour passer à 31% dans les derniers jours de janvier 2006. Le 5 février, il a obtenu 40% des suffrages, confirmant ainsi le renforcement de sa position politique. Oscar Arias, candidat du Parti de libération nationale (PLN, membre de l'Internationale socialiste), a obtenu la victoire avec 40,9% des suffrages, contre 39,8% à Otton Solis, candidat du Parti d'action citoyenne (PAC, dissidence du PLN). A peine 18.169 voix les ont séparés.

Une élection marquée par l'opposition au CAFTA

La grande vedette de la campagne présidentielle a sans contexte été le traité de libre échange Amérique centrale - Etats Unis, le CAFTA (selon ses sigles en anglais -*Central American Free Trade Agreement*). Les candidats se sont fortement différenciés et opposés sur le thème.

Otton Solis, économiste de 51 ans qui fut ministre de la Planification sous la première présidence d'Oscar Arias, fonda le PAC en 2000 après avoir claqué la porte du PLN, qu'il souhaitait plus social et moins libre-échangiste. Pendant la campagne, il s'est donc posé en détracteur du traité. Si Solis ne rejette pas catégoriquement le CAFTA, il souhaiterait cependant le renégocier avec Washington. Il lui reproche notamment d'ouvrir la voie à la privatisation de monopoles d'Etat et de faire la part trop belle aux exportations agricoles subventionnées des Etats-Unis, affectant ainsi fortement les agriculteurs et les compagnies industrielles du Costa Rica. Comme la socialiste chilienne Michelle Bachelet, Oscar Arias est un fervent partisan du libre-échange continental. Il a donc mené sa campagne présidentielle en prônant la ratification du traité, signé en mai 2004 et depuis lors en discussion à l'assemblée législative.

Tous les autres pays signataires du traité -Etats Unis, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et la République Dominicaine- l'ont déjà ratifié et ont entamé le processus d'application. Seul le Costa Rica a connu une lutte prolongée autour du CAFTA. La mobilisation sociale de résistance au traité considère que le CAFTA ne met pas seulement en danger de nombreux secteurs économiques, mais aussi les institutions sociales du pays. Ce traité qui confirme des normes plus libérales encore que celles négociées à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), prétend ouvrir le marché des télécommunications et des assurances, aujourd'hui aux mains de l'Etat Costaricien. Cette importante résistance s'est étendue à l'ensemble du pays et l'a divisé, provoquant le scrutin serré des présidentielles.

Or, le 5 février, les législatives concomitantes de la présidentielle ne donnent au PLN d'Oscar Arias que 23 députés. Le PAC (17 élus) s'opposant théoriquement à la ratification du CAFTA dans sa mouture actuelle, Oscar Arias devra obtenir l'appui du Mouvement libertaire (ML, droite, 6 députés) ou du Parti de l'unité sociale-chrétienne (PUSC, 5 députés). Sur le dossier du CAFTA, Oscar Arias sera donc l'otage de la droite.

Nouvelle victoire pour le centre gauche en Amérique Latine

Le nouveau président du Costa Rica ne relève donc ni du communisme cubain ni du socialisme "bolivarien" applaudi au Venezuela et en Bolivie. La victoire d'Oscar Arias renforcerait plutôt, en Amérique latine, le camp du centre gauche -au pouvoir au Chili, au Brésil, en Argentine et en Uruguay- qui veut gérer et éventuellement réformer l'économie de marché, mais non la balayer. Oscar Arias aura pour priorités réaffirmées l'éducation, l'amélioration des infrastructures, notamment routières, et la ratification parlementaire de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, le CAFTA.

Le grand prestige dont Arias jouit à un niveau international (il a parcouru le monde en diffusant ses idéaux de paix, rencontrant les principaux dirigeants et peuples du monde, grâce à son expérience du processus de paix en Amérique centrale) contraste avec la division interne que provoque le nouveau président. Malgré le fait d'avoir été élu par les secteurs les plus pauvres et les plus ruraux (Solis s'est imposé dans la zone urbaine parmi la classe moyenne), Arias a lancé un agenda d'ouverture qui bénéficie ouvertement à la classe entrepreneuriale. Sa participation ou appartenance à des entreprises sucrières et hydroélectriques qui recevraient des bénéfices avec la rupture des monopoles de l'Etat sont aussi des motifs de dénonciation parmi ses opposants.